

Créteil, le 6 octobre 2026

**Plus que jamais,
face à la tentative de division orchestrée par le gouvernement,
Renforçons l'unité lycéens-personnels-parents
pour la satisfaction des revendications !**

Des centaines de milliers de lycéens ont manifesté ce mardi 6 octobre.

A Paris, le cortège de 100.000 personnes selon les organisateurs a vu côte à côte les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens, les lycéens de la région parisienne, les enseignants groupés par établissements, les parents d'élèves. Toutes et tous étaient déterminés pour que cessent la répression et les violences policières qui se sont déchainées ces derniers jours. Toutes et tous unis pour que le gouvernement satisfasse enfin et sans attendre les revendications communes : allègement des effectifs dans les classes, plan de rénovation des bâtiments scolaires, abrogation de Parcoursup et possibilité pour les lauréats du bac de poursuivre leurs études dans les filières universitaires de leur choix, remplacement de tous les personnels absents, recrutement des personnels infirmiers, assistants sociaux, etc.

Face à cette mobilisation, le premier ministre Lecornu a annoncé la suspension des cours en fin de semaine pour « un temps de démocratie interne ».

Comme si la démocratie sociale ne s'était pas exprimée par la voix de ces 450.000 manifestants d'aujourd'hui ! Comme si les revendications auxquelles le gouvernement – piétinant la démocratie – refuse de répondre n'avaient pas été définies démocratiquement !

Et de fait, dans de nombreux lycées de l'académie, les chefs d'établissement s'adressent aux collègues pour leur proposer dès demain matin des « assemblées plénières » pour mettre en place ce dispositif de « démocratie interne ».

Le SNFOLC Créteil estime que cette réponse du premier ministre est une nouvelle provocation.

Le respect de la démocratie serait qu'il retire immédiatement son plan de 54 milliards d'euros de coupes supplémentaires dans les projets de budget 2027 des services publics et de la sécurité sociale.

Le respect de la démocratie serait qu'il ouvre immédiatement les classes nécessaires pour alléger les effectifs dans les classes, qu'il engage un véritable plan de rénovation du bâti scolaire, qu'il crée les places à l'université permettant d'accueillir tous les lauréats du baccalauréat, qu'il garantisse le remplacement de tous les personnels absents, qu'il pourvoie tous les postes vacants.

Le respect de la démocratie serait qu'il abroge la réforme des lycées responsable de ces emplois du temps « à trous » dénoncés à juste titre par les élèves.

Le SNFOLC Créteil appelle les collègues à organiser, avant toute « réunion plénière » avec leur direction si possible, leur propre assemblée générale avec leurs sections syndicales, à réaffirmer leurs revendications, à renforcer par tous les moyens l'unité lycéens-personnels-parents autour des revendications convergentes, à rejeter ces réunions plénières visant à cogérer le retour des lycéens dans les salles de classe, et à rejeter le dispositif que le gouvernement veut mettre en place, faisant comme si les lycéens n'avaient pas respecté la démocratie dans leur mouvement.